

COMPTE-RENDU DU CONSEIL DE GESTION UFR DES SCIENCES

Mardi 3 octobre 2017

Université de Picardie Jules Verne

UFR des Sciences

33 rue Saint Leu

80039 Amiens cedex 1

cecile.poiret@u-picardie.fr

Tél : 03 22 82 75 20

Le Conseil de Gestion de l'UFR des Sciences s'est réuni le mardi 3 octobre 2017 à 13H30 sous la présidence de Françoise GILLET, Directrice de l'UFR des Sciences, en présence de :

- Madame Halima AHIDOUCH
- Monsieur Antony BEAUJEAN
- Madame Laure BRISOUX
- Madame Anna CANTALUPPI
- Monsieur Stéphane CHARVET
- Monsieur David CHATAUR
- Monsieur Alain COURNIER
- Monsieur Matthieu COURT
- Madame Catherine DOLHEM-LIEVRE
- Madame Muriel DUHAUPAS
- Madame Françoise FOURNET
- Madame Claude GUERY
- Monsieur Humberto HENAO
- Madame Elise JANVRESSE
- Madame Djemaa KACHI
- Madame Florence LEVE
- Monsieur Jean-Philippe MORIN
- Monsieur Laurent RENAULT
- Monsieur Pascal VANIET
- Madame Isabelle WALLET
- Monsieur Andréas ZEINERT

Avaient donné procuration :

- Monsieur Thomas GAUTHIER à Madame Elise JANVRESSE
- Madame Annie GUILLER à Monsieur Antony BEAUJEAN
- Monsieur Sylvain LACLEF à Monsieur Matthieu COURT

Assistaient également à la réunion :

- Monsieur Pierre BARROY
- Monsieur Christian BECOT
- Monsieur Jérôme BOSCHE
- Monsieur Frédéric COLLET
- Monsieur Yoann CLOUET
- Madame Isabelle DHENNIN
- Monsieur Eric GONTIER
- Monsieur Mhand HIFI
- Monsieur José KOVENSKY
- Madame Nathalie LEMEE
- Monsieur Yvan MARIN
- Monsieur Gilles DEQUEN
- Monsieur Radu STANCU

Excusés :

- Monsieur Samuel KAUFFMANN
- Monsieur Guillaume JOLY

- Madame Nathalie LEBAS
- Madame Florence RODINGER

~~~~~

L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation des comptes rendus du 31 mai et 3 juillet
2. Convention eMiage
3. Informations rentrée
4. Informations postes
5. Informations masse salariale UPJV – intervention de M. BENLAHSEN

~~~~~

La Directrice de l'UFR ouvre la séance en informant de l'avancée des maquettes pour l'accréditation 2018-2023. Elles seront étudiées en groupe de travail avec rapport des Enseignants Chercheurs élus au Conseil de Gestion en présence des responsables de diplômes.

~~~~~

### **Questions diverses :**

Madame AHIDOUCH demande à être informée en amont lorsqu'il y a des travaux sur le parking.

Madame LEVE demande quand est prévue la réparation des toilettes filles du bâtiment B. Monsieur BECOT répond que la réparation est faite.

### **1. Approbation des comptes rendus du 31 mai et 3 juillet**

Le compte-rendu du 31 mai 2017 n'appelant aucune remarque est mis aux voix et adopté à l'unanimité moins 2 voix qui ne prennent pas part au vote et 1 abstention.

Madame WALLET remarque qu'il manque les questions diverses dans le compte-rendu du 3 juillet. Il sera complété et représenté lors d'une prochaine séance.

~~~~~

2. Convention de coopération et avenants eMiage

Monsieur GUERIN présente le renouvellement de la convention de coopération avec l'établissement Modern University of Business & Science du Liban. Il rappelle que la eMiage est une version à distance de la formation MIAGE (cours en ligne et tutorat à distance). Afin de baisser les coûts de formations, des centres associés ont été créés dans divers pays (Maroc, Burkina Faso...). Les avenants concernent l'ouverture d'un nouveau centre associé pour la L3 et le M1. Ils s'appuient sur la convention de coopération présentée.

La convention de coopération eMiage et les avenants sont mis aux voix et adoptés à l'unanimité. Ils seront transmis à la CFVU.



3. Informations sur la rentrée

Monsieur CHARVET présente les chiffres de la rentrée : 953 inscriptions administratives en Licence 1, 25 groupes de TD prévus dont 24 ouverts faute d'enseignant pour assurer le 25^e sur la partie disciplinaire. Certains groupes ont des effectifs en TD dépassant les 50.

Il rappelle que grâce à l'appel d'offre Hauts-de-France « Jobs étudiants » :

- un accueil spécifique par des étudiants rémunérés a été mis en place jusqu'au 30 septembre pour renseigner les étudiants sur les procédures administratives, pédagogiques, les emplois du temps, afin de soulager les gestionnaires de scolarité. Pour la rentrée prochaine l'UFR souhaite renouveler cet accueil.
- l'action « Révisé ton bac » pour les élèves de terminale S réalisée avec les étudiants MEEF serait aussi reconduite.
- l'action « tutorat pédagogique » a moins bien fonctionné, du fait d'un démarrage et d'une communication tardifs. Il devra être revu.
- L'action de « promotion » consistait à faire présenter les formations de l'UFR par quelques étudiants dans leurs anciens lycées.

Cette année la direction souhaite également embaucher des étudiants pour le Forum du Lycéen à l'Etudiant à Mégacité sur cette enveloppe Hauts-de-France ainsi que pour la Journée Portes Ouvertes à l'UFR.

Cette année, l'UFR organisera les épreuves partielles pour le S1, en relation avec les référents handicap, en intégrant les étudiants ayant un 1/3 temps au reste de la promotion, excepté ceux qui ont besoin d'un secrétaire. Le 1/3 temps serait prévu à la fin du temps d'examen.

Madame GILLET revient sur le dispositif Hauts-de-France et souligne la réactivité et l'engagement de Véronique FETRE en binôme avec Stéphane CHARVET, pour le recrutement des étudiants, les plannings et le cadrage des étudiants. Elle précise que l'enveloppe a été entièrement consommée.

Madame AHIDOUCH rapporte que l'effectif S3 SVT est de 176. Elle fait cours dans un amphithéâtre plein. Il faut anticiper pour l'année prochaine : soit dédoubler soit prévoir un plus grand amphithéâtre.

Madame DOLHEM-LIEVRE explique que la date limite d'inscription administrative au 20 octobre pose problème pour les étudiants non-inscrits ; ils ne peuvent pas entrer en TP. Elle demande si la date peut être avancée.

Monsieur BEAUJEAN ajoute que les Campus France peuvent arriver mi-octobre.

Madame POIRET demandera à la DSVE s'il est possible de faire voter une date limite (fin septembre) valable pour notre UFR, due aux contraintes d'accueil dans les salles de TP.

Madame LEVE demande si les étudiants qui ratent les TP sont défaillants.

Monsieur CHARVET répond qu'après le 1^{er} novembre ils sont automatiquement basculés en session 2 selon les MCC.

Madame POIRET rappelle que les groupes de travail ont été programmés. Chaque groupe aura un animateur qui sera chargé de l'organisation du groupe et de la rédaction du compte-rendu.



4. Informations postes

Madame GILLET rappelle les postes vacants ou susceptibles d'être vacants en 2018. doc word.

Une première réunion de médiation a été faite avec les Directeurs de départements et Directeurs de laboratoires.

De plus, le groupe de travail BIATSS se chargera d'établir la liste des postes vacants ou susceptibles d'être vacants pour les BIATSS.



5. Informations sur la masse salariale – intervention du Président UPJV

Monsieur BENLAHSEN fait l'état des lieux de l'UPJV concernant la masse salariale. Pour équilibrer le budget depuis 4/5 ans, une bascule est faite du fonctionnement vers la masse salariale. La croissance étudiante est de 2.2 % en moyenne, le nombre d'heures de formation a augmenté de 13%. Il faut trouver un juste équilibre entre l'environnement étudiant et l'encadrement.

D'autre part, il faut être présent sur le territoire pour maintenir le service public : présence dans les 3 départements. Le bilan du passage à la Région Hauts-de-France est une perte de 2.8 millions d'euros uniquement sur la recherche, et l'obtention de bourses non environnées. De plus, le financement important de l'ex région Picardie pour les projets structurants n'incitait pas les chercheurs de l'UPJV à activer des dispositifs type ANR, H2020, INTERREG offrant d'autres sources de financement. Des mesures incitatives d'innovation pédagogique sont mises en place.

Il rappelle qu'avec la loi Fioraso, l'Association Picardie Universités a été créée dans le but de regrouper des établissements d'enseignement supérieur. Le coût engendré par l'APU se monte à 600 000 € pour l'UPJV. Le bilan est un regroupement à minima, sans effet levier. Il y a absence d'approche projet et le périmètre disciplinaire est limité.

Les défis sont posés à l'UPJV :

- accompagnement au niveau de la réussite (égalité des chances),
- attractivité pour affirmer l'identité de l'UPJV.

Les atouts de l'UPJV sont l'ancrage dans le territoire et les pépites en recherche et en formation.

Vincent NIOT a présenté la condition de soutenabilité au dernier Conseil parce que pour développer, il faut prendre conscience qu'il y a un effet sur les autres formations. La notion de soutenabilité est très importante ; c'est une stratégie collective. Le fait d'avoir des stratégies individuelles a pour conséquence qu'à ce jour l'UPJV ne peut plus payer ses charges. C'est pourquoi, il ne doit pas y avoir de débordement de maquette. 5000 UC en plus ce n'est pas possible.

Dans la soutenabilité, il faut cultiver notre différenciation. Il faut penser une offre la plus intelligente possible pour rester dans la notion d'utilité publique.

L'UPJV demande au Ministère une augmentation du nombre de bourses, de dotations et du plafond de masse salariale. Il présente ensuite les chiffres entre les différentes universités insistant sur le fait que sur bien des points (notamment relatifs aux taux d'encadrement personnel enseignants-BIATSS/étudiants), l'UPJV est globalement sous dotée à l'échelle nationale.

Il rappelle qu'une université en bonne santé est une université qui se développe et qui investit. De ce fait, elle ne doit pas dédier une part trop importante de son budget à la masse salariale. Aujourd'hui l'UPJV est à 82,6% de masse salariale. Il est impossible de développer, la situation est critique.

Un budget à l'équilibre sans investissement, sans développement n'a pas d'avenir. Il faut changer d'approche. Il faut une prise de conscience collective.

Monsieur BENLAHSEN indique qu'il refusera le gel définitif des postes. Une dotation sera donnée aux composantes. Il faudra faire des choix ; ouvrir ou fermer des formations pour ne pas dépasser cette dotation. Il faut donc travailler en intelligence collective.

Monsieur BEAUJEAN demande s'il n'est pas possible de faire des économies sur d'autres lignes budgétaires que celles de la formation.

Monsieur BENLAHSEN répond que c'est prévu, mais il y a une dérive globale sur les formations.

Monsieur BEAUJEAN remarque que sur l'architecture générale de l'UFR, les masters se développent au détriment des licences. Il est demandé de réduire à 500h les années de première année de licence.

Monsieur BENLAHSEN évoque le problème des décrocheurs : il y a une optimisation à faire. Il y a une perte entre le nombre d'étudiants qui s'inscrivent et ceux qui passent l'examen. Le fait de décaler les heures au 2eme semestre a du sens.

Madame GILLET souhaite avoir des précisions sur la campagne d'emploi.

Monsieur BELAHSEN explique que la gouvernance veut opérer 3 actions dont la réduction. Ils chiffreront actuellement tous les scénarios, une fois chiffrés ils reviendront vers l'UFR.

Madame GILLET demande si les besoins de toutes les composantes seront étudiés de la même façon.

Monsieur BENLAHSEN répond que les arbitrages seront les mêmes pour tous.

Madame GILLET évoque la proposition de l'UE transverse au niveau de l'établissement. Elle est difficile à réaliser car cela impactera le disciplinaire. Dans d'autres composantes, cet effort n'est pas fait. Est-ce que cet effort leur sera également demandé ?

Monsieur BENLAHSEN assumera la transparence. Il faut toutefois être souple, si un dispositif ne fonctionne pas il faut le dire.

Monsieur COLLET revient sur les 5000 UC refusées. Aujourd'hui les élus doivent rapporter sur les maquettes. Comment faire pour répondre au refus des 5000 UC ?

Monsieur BENLAHSEN rappelle que la première lettre de soutenabilité date du 13 octobre 2016.

Monsieur VAN WUYTSWINKEL répond que les consignes reçues n'étaient pas précises. Par exemple pour une licence le minimum est de 1500 h. Mais il aurait été préférable d'avoir le chiffre maximum. D'autres universités ont fait des choix beaucoup plus radicaux : suppression des heures complémentaires.

Monsieur BENLAHSEN répond qu'un Conseil d'administration le 26 octobre prochain définira les bornes. Certaines universités gèlent tous les postes sur 3 ans, suppriment des postes BIATSS et enseignants. Il rappelle que le Rectorat prend la main à partir de 83%. L'UPJV est sous dotée, s'il y a gel de poste, l'UPJV sera encore plus en difficulté.

Monsieur BARROY rappelle que lorsque les formations professionnalisantes baissent leur nombre d'heures, elles baissent de fait les recettes puisque la formation est facturée à l'heure aux entreprises.

Monsieur BENLAHSEN explique que le modèle économique est mauvais. Il n'y a aucune convention avec le CFA IRFA APISUP. Les fonds propres servent à payer la formation et au mieux à améliorer l'environnement de travail, mais rien d'autre. Le coût est facturé à l'entreprise. L'entreprise pense que l'Université est financée par les impôts donc donnent le minimum. Les mesures prises cette année seront payantes à l'horizon 2020.

Monsieur CLOUET demande de clarifier les consignes, de cadrer avant de travailler sur les maquettes.

Monsieur BENLAHSEN ne donne pas de chiffre mais il faut faire un différentiel entre l'ancienne maquette et la nouvelle.

Madame GUERY demande la stratégie pour l'année 2019.

Monsieur BENLAHSEN explique que l'accréditation est accordée pour 7 ans. La discussion pour 2019 sera le mode de regroupement : COMUE ou association. Pour les écoles doctorales ce sera reconnu pour 7 ans. Il insiste sur le différentiel entre le bilan et le projet de l'UFR de 5000 UC qui n'est pas raisonnable.

Madame GUERY rejoint les collègues sur la demande d'un cadrage en amont.

Monsieur COURNIER précise que l'inflation de maquette est en partie due à l'évolution démographique, à la volonté de développer et elle est liée à un changement de mode de calcul : une partie du référentiel est basculée sur la maquette ce qui a une influence non négligeable sur les chiffres annoncés.

Monsieur BENLAHSEN rappelle que l'UPJV est la seule structure qui a vu ses effectifs exploser à moyens constants. Mais les heures ont augmenté largement plus que les effectifs.

Monsieur COURNIER ajoute que les groupes en licence sont à 45/50.

Monsieur BENLAHSEN indique que comme ce qui est fait à l'UFR des Sciences, il a demandé à toutes les composantes de prendre en charge 60% de leur masse salariale sur les ressources propres.

Monsieur BOSCHE rappelle que lors du CA du mois de mai, il y a eu un chiffrage très précis sur les volumes horaire licence, licence pro et master, notamment pour la licence : 48000 UC. Il demande s'il est possible d'avoir le retour de Christophe BIDENT sur ce qui est fait dans les autres composantes du domaine Sciences Technologie.

Monsieur BENLAHSEN dit que les chiffres seront diffusés sur l'intranet pour assurer la transparence entre composantes. Ils sont en train de consolider les chiffres.

Monsieur CHARVET demande si ces 48000 UC correspondent à l'ensemble des UC incluant le référentiel, les imports et les heures complémentaires.

Monsieur BENLAHSEN dit qu'il confirmera après vérification.

Monsieur CHEHAB fait remarquer que la comparaison entre composante est risquée sur des données numériques chiffrées.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17H55.